

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

E. FOURNIER DE FLAIX

Les banques aux États-Unis

Journal de la société statistique de Paris, tome 24 (1883), p. 48-56

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1883__24__48_0

© Société de statistique de Paris, 1883, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V.

LES BANQUES AUX ÉTATS-UNIS (1).

Sous l'influence de la loi libérale et progressive de 1867, il s'est produit, en France, avant comme après les événements de 1870, un mouvement important dont l'effet a été de constituer un ensemble de nouvelles institutions de crédit. Ce mouvement, retardé par les difficultés politiques, a pris, à partir de 1878, un grand développement. De 1879 à 1881, il s'est formé dans toute la France, spécialement à Paris, un très grand nombre de banques et les banques établies antérieurement ont vu s'accroître, en même temps, leurs ressources. L'une d'entre elles a possédé pendant quelques mois, 500 millions de dépôts, somme qu'en dehors de la Banque de France, de la Banque d'Angleterre, trois banques seules, à Londres, ont pu réunir. Mais cette prospérité n'a pas duré; une crise très intense a éclaté; elle ne paraît pas encore terminée.

Le moment d'étudier cette crise, d'en indiquer les causes et les résultats, n'est pas encore venu, mais j'ai cru utile pour mieux préparer cette étude, qui pourrait avoir une grande importance, étant donnée l'influence de plus en plus considérable des banques dans la puissance économique des États, de présenter à la Société de statistique quelques communications sur le système des banques dans les principaux États.

Si je commence ces communications par les États-Unis, c'est que le système des banques aux États-Unis est, en général, incomplètement connu et qu'il présente un intérêt de premier ordre; c'est que l'État politique et social de la France tend à se rapprocher de celui de la grande confédération américaine et c'est que, dans aucun État, le système des banques n'est aussi curieux à connaître et ne joue un rôle aussi important.

La banque n'a rempli qu'un rôle bien modeste dans la formation de la France, ce rôle est déjà plus accusé dans l'histoire d'Angleterre; il a été presque décisif dans l'histoire de l'indépendance des États-Unis. Et depuis l'époque de l'indépendance, les banques ont continué d'occuper une place prépondérante, soit dans le développement politique, soit dans le développement économique des États-Unis.

Dans les premiers mois de l'année 1780, les ressources de l'armée confédérée, commandée par Washington, avaient été épuisées; le papier-monnaie était avili; le dollar-argent valait 40 dollars-papier. Des marchands hollandais de Philadelphie offrirent de venir au secours du Gouvernement, moyennant qu'il leur fût accordé par le congrès le droit de fonder une banque; cette banque existe encore, c'est la *bank of north of America*. Cette banque fit aussitôt au Gouvernement les avances nécessaires et la crise fut surmontée. Deux autres banques furent concédées et fondées l'une à New-York (1784), et l'autre à Boston (1793).

Mais les difficultés financières, malgré la paix, étaient telles qu'Hamilton obtint le concours du président Washington à la formation d'une banque plus puissante. Les trois premières n'étaient, en effet, que des banques d'États, *state banks*, établies en

(1) Communication faite à la Société de statistique dans sa séance du 27 décembre 1882.

Pensylvanie, en Massachusetts et dans l'État de New-York, ne possédant le privilège d'une circulation fiduciaire que dans les limites de chacun d'eux.

Après de longues discussions, le congrès vota la constitution, au capital de 10,000,000 de dollars, de la première *Bank of united States* (27 février 1791) avec une durée de 20 ans; son seul privilège consistait en ce qu'elle était la seule banque fédérale d'émission; chaque État conservait le droit d'instituer des banques d'émission sur son territoire.

Néanmoins ce seul avantage fut sérieusement contesté par le parti démocrate, notamment par Jefferson, et en 1811 le privilège ne fut pas renouvelé. Toutefois, la banque des États-Unis avait rendu de grands services: 1° au Trésor en se chargeant de ses recouvrements et paiements; 2° au pays lui-même en contrôlant indirectement les autres banques d'émission par l'acceptation ou le refus de leurs billets, aussi fallut-il la rétablir en 1816 au capital de 35 millions de dollars pour 20 ans.

De 1816 à 1836, la seconde banque des États-Unis remplit la même fonction et rendit les mêmes services que la première; mais, à cette époque, le parti fédéraliste, le parti de Washington et d'Hamilton, avait perdu le pouvoir; Jackson était au fauteuil; tous les tenants des banques d'émission, qui supportaient avec colère le contrôle réel, quoiqu'indirect, d'une grande banque, se coalisèrent et la banque des États-Unis dut liquider.

Ici se termine, par conséquent, la première période de l'histoire des banques des États-Unis. Mais, avant de passer à la seconde période, il y a lieu d'indiquer les progrès accomplis par les banques, autres que la banque fédérale.

Le progrès de ces banques a toujours été parallèle à celui de la colonisation. Dans ses lettres sur l'Amérique du Nord (1834-1836), Michel Chevalier a raconté une excursion qu'il fit à Port-Carbon, à quelque distance de Philadelphie, au milieu des défrichements et parmi les bois à moitié brûlés; il rencontra une banque avec cette enseigne: *office and discount Bank*. En 1815, on comptait déjà 120 de ces banques.

ANNÉES.	NOMBRE	CAPITAL. dollars.	CIRCULATION. dollars.
1815.	120	102,000,000	40,000,000
1820.	307	»	»
1829.	281	»	»
1834.	506	200,000,000	95,000,000

La plupart de ces banques étaient des banques d'États, c'est-à-dire tenant leurs privilèges des législatures des États particuliers, savoir :

Massachusetts. . .	66 banques.	Rhode-Island. . .	47 banques.
Pensylvanie. . . .	33 —	Maine.	18 —
Maryland.	13 —	Vermont.	10 —
Ohio	11 —	Géorgie	5 —
Caroline du Nord .	3 —		

Floride, Tenessée, Mississipi, Michigan, une chacune. A côté de ces banques d'États, on rencontrait également de très nombreuses banques particulières, *private bankers*; mais, en général, le droit d'émission n'appartenait qu'aux *state-banks*.

C'est l'époque héroïque des banques aux États-Unis. Elles se fondaient de tous côtés, dans les forêts, dans les marais, le plus en avant possible de la colonisation, de manière à attirer les esprits aventureux et à échapper soit au contrôle de la banque fédérale, soit aux protêts des notaires, soit aux poursuites des huissiers. Dans chaque État, les partis politiques se disputaient le droit de les instituer, de former leur capital, de les suspendre, de révoquer ou de proroger leur privilège. Par suite, l'établissement d'une banque devint un acte politique. Dès 1813, dans l'Ohio, la constitution soumettait l'établissement d'une banque à l'acceptation directe du peuple. En 1852, dans le Wisconsin, la loi sur les banques fut également présentée à la sanction directe du peuple. En général, quelques précautions étaient prises dès lors pour restreindre la liberté d'émission des banques ou pour garantir le paiement de leurs billets. Une proportion, la moitié, le tiers, était prescrite entre le capital social et le total des émissions. D'ailleurs ce capital, la plupart du temps souscrit par l'État lui-même en billets de l'État, consistait en terres, en blés, même en peaux. Adam Smith signale, dans son livre de la *Richesse des nations*, cette nécessité des colonies anglaises d'Amérique de faire usage, comme instruments de circulation, des produits agricoles ou industriels. Mais de toutes les difficultés auxquelles ces banques eurent à faire face, la plus grave provint des besoins des États. Les États reconnurent bientôt l'importance du concours que les banques pouvaient prêter à leurs finances. Les banques durent leur faire des avances considérables qui, souvent, les ont ruinées. Tel a été, en 1838, le cas des banques du Mississipi. Le peuple réuni par le congrès, refusa toutes les dettes de l'État : par suite toutes les banques sombrèrent.

On saisit maintenant la nature de la fonction remplie par la banque fédérale vis-à-vis des 506 banques d'émission qui existaient en 1834. Acceptait-elle leurs billets ? c'était la preuve d'un crédit réel. Les refusait-elle, le crédit était coupé. Telle a été la cause économique de la suppression de la banque fédérale en 1836.

La seconde période de l'histoire des banques aux États-Unis s'étend de 1836 à 1863. C'est la période de liberté illimitée, sous l'influence du parti démocrate ; c'est la grande période de l'extension de la colonisation et du développement des banques ; c'est aussi celle des grandes crises financières, si célèbres dans l'histoire des États-Unis. La population fut portée à 32 millions d'habitants, et, sans parler des années de la fièvre de l'or, l'immigration atteignit, en moyenne, le chiffre de 100,000 personnes par an ; le nombre des banques fut porté à 1,601 avec un capital de 429 millions de dollars, une circulation de 202 millions de dollars et un total de dépôts de 257 millions de dollars. Il y avait donc en circulation 1,601 espèces de billets de banque. La confusion devint inextricable ; les banques, surtout dans les États ou les territoires éloignés, cessèrent de présenter des garanties réelles. De là des crises, des paniques dont la plus terrible a été celle de 1837, provoquée précisément par la cessation du contrôle exercé par la banque centrale fédérale. La crise de 1837 se prolongea pendant 5 ans, c'est à cette crise qu'il faut remonter pour se rendre compte de la situation actuelle des banques aux États-Unis.

L'État de New-York, ayant promptement acquis la première place dans la confédération, les banques de cet État, spécialement celle de la ville même de New-York, avaient pris une importance particulière. Dès 1812, 12 banques d'émission avaient été autorisées. De 1812 à 1829, 24 autres furent établies. Elles furent alors toutes soumises à une législation spéciale dite *safety act*. En vertu de cet acte :

1° la circulation ne pouvait dépasser le double du capital social, ni les avances deux fois et demie ce capital; 2° un fonds commun de 3 p. 100 du capital était établi entre les banques; ce fonds, géré par le trésor de l'État, servait de cautionnement des banques. Ces dispositions, qui remontent à plus d'un demi-siècle, ont été le point de départ: 1° de l'organisation actuelle des banques aux États-Unis; 2° de l'association des banques de la ville de New-York. Chaque semaine, le télégraphe nous envoie la situation des banques associées de New-York. En novembre dernier, ces banques étaient au nombre de 62, capital 60,962,700 dollars, circulation 18,665,700 dollars. En outre de ces 62 banques d'émission, il existe à New-York, 28 banques non associées et 60 *private bankers*. Dans l'État même de New-York, on compte 538 banques ou *private bankers*.

La crise de 1837 amena une réforme du *safety act* dans l'État de New-York: 1° les porteurs de billets de banque furent déclarés privilégiés sur l'actif social; 2° les actionnaires furent déclarés responsables des dettes sociales, à concurrence de leurs actions; 3° il fut créé un contrôleur général de la circulation; 4° les banques d'émission durent verser entre ses mains, en titres de la dette fédérale ou de la dette de l'État, une somme égale à leur circulation.

Ces mesures rétablirent promptement le crédit des banques de New-York; elles furent successivement adoptées par tous les États, de telle sorte qu'en 1863 les banques associées de New-York exerçaient, en partie, sur la circulation des 1,601 banques d'émission, le contrôle que la force des choses avait donné à la banque fédérale.

La troisième période de l'histoire des banques aux États-Unis commence en 1863; c'est la période actuelle, elle est appelée à se prolonger, au moins, jusqu'en 1903, d'après la loi votée dans le courant de l'été 1882. Deux faits dominent encore cette période: 1° la guerre de la sécession; 2° l'avènement au pouvoir du parti républicain ou fédéraliste (on sait que les élections de novembre dernier viennent de rendre le pouvoir, à partir de mars 1883, au parti démocrate).

De même que de 1780 à 1811, les suites de la guerre de l'indépendance avaient rendu indispensable le fonctionnement d'une banque fédérale, de même la guerre de la sécession a été le point de départ d'une réforme complète dans l'organisation des banques. Dès le mois d'août 1865, le gouvernement fédéral avait emprunté près de 15 milliards afin de faire face aux dépenses de la guerre; au mois de juillet 1864, le *legal tender-bill* fédéral de circulation tomba de 60 p. 100. Le Gouvernement se décida à modifier l'organisation des banques de manière: 1° à soutenir le crédit fédéral; 2° à appliquer à toutes les banques d'émission les dispositions revisées de la législation de l'État de New-York. La loi fondamentale est celle du 25 février 1863, successivement modifiée par celles des 3 juin 1864, 3 mars 1865, 4 décembre 1873, 14 janvier 1875, 14 février 1880 et juillet 1882.

Les bases de cette organisation sont les suivantes:

1° Le droit d'émission est illimité, mais chaque banque ne peut mettre en circulation des billets que jusqu'à concurrence de 90 p. 100 de la valeur des titres de la dette fédérale par elle déposés au trésor fédéral; ces titres garantissent par privilège le montant des émissions.

2° Les billets de toutes les banques s'échangent de plein droit comme *lawful money*; ils sont acceptés par le Trésor dans tous paiements, sauf en douane; ils sont remboursables *en monnaie légale*, c'est-à-dire en espèces ou en *legal tenders*.

3° Les banques reçoivent les intérêts des titres de dette fédérale par elle déposés, mais elles doivent chaque année payer au Trésor 1 p. 100 sur leur circulation et 1/2 p. 100 sur la moyenne de leurs dépôts et la partie de leur capital non employé en titres de la dette fédérale.

4° Elles doivent avoir en caisse une somme égale à 25 p. 100 de leurs dépôts et comptes courants dans les villes capitales d'États et 15 p. 100 ailleurs; elles sont tenues de constituer de leurs bénéfices une réserve égale à 20 p. 100 de leur capital.

5° Le capital des banques d'émission ne peut être inférieur à 200,000 dollars dans les villes de 50,000 âmes, ni à 100,000 ailleurs; aucune banque ne peut émettre de billets avant d'avoir versé au Trésor le tiers de son capital ou 30,000 dollars au moins. Le capital doit être versé moitié comptant, moitié cinq mois après l'ouverture des opérations.

6° Les actionnaires sont responsables, sans solidarité, au delà du montant de leurs actions, de toutes les dettes et par préférence des billets au porteur, jusqu'à concurrence du montant de leurs actions, qui doit être versé une seconde fois.

7° Les banques font gratuitement le service du Trésor.

8° Elles sont placées sous la surveillance du contrôleur de la circulation (*comptroller of the currency of the united states*). Elles lui remettent des comptes semestriels; il inspecte leurs livres, vérifie leur comptabilité, requiert l'application des lois, contrôle les dividendes, les suspend, les poursuit, les liquide, réalise l'actif, paie les créanciers, en dresse les statistiques et remet, chaque année, au congrès un rapport détaillé.

La fonction de contrôleur de la circulation constitue un véritable ministère, à peu près inamovible, placé par l'opinion publique, comme les magistrats de la cour fédérale, au-dessus des compétitions de personnes et de partis. Elle est remplie depuis longtemps, avec la plus grande distinction, par M. Knox dont les rapports annuels sont des documents de la plus grande valeur. La Bibliothèque nationale en possède une collection presque complète. C'est dans ces rapports, dans ceux des secrétaires du Trésor et dans quelques livres spéciaux que j'ai recueilli les éléments des chiffres de cette étude; M. Knox a bien voulu m'adresser le compte rendu de 1882 que je viens de recevoir.

La législation de 1863 n'a été, en réalité, que le développement juridique des lois spéciales de l'État de New-York, on l'a considérée, pendant longtemps, comme une sorte d'invention due à l'habileté de M. Spauldin et aux idées centralistes du parti fédéral; au fond, comme tous les organismes durables, elle est née de la tradition, fondée elle-même sur la nécessité. Elle remonte à 1829 et même au delà.

Elle rencontra, dans le milieu américain, les mêmes difficultés et les mêmes adversaires qui avaient provoqué la liquidation des deux banques fédérales, mais les circonstances étaient impérieuses; maître absolu du pouvoir, le parti fédéraliste voulut avoir raison de toutes les résistances. De là la loi du 5 mars 1865, qui frappa d'une taxe de 10 p. 100 les billets au porteur émis par les banques d'État ou les banques privées qui n'avaient pas adopté le régime de la loi du 25 février 1863.

Il est nécessaire, à cet égard, d'expliquer que cette dernière loi ne pouvait priver les États particuliers du droit d'autoriser les banques d'émission, ni dépouiller de ce droit les banques qui le possédaient. C'eût été d'une part empiéter sur les droits des États, droits qu'ils ont conservés d'après le texte de la constitution, et d'autre

part donner à la législation nouvelle un caractère rétroactif, absolument antipathique à la race anglo-saxonne.

C'est donc par une disposition fiscale, par un impôt, que la constitution l'autorise à lever, que le congrès de 1865 parvint à donner un caractère général à la nouvelle législation sur les banques.

J'insiste sur cette situation, parce qu'elle a une très grande importance. Le parti fédéraliste poursuivait un double but : 1° sinon limiter le droit d'émission dans toute l'étendue de la confédération, ce que la constitution fédérale ne permet pas, du moins le contrôler, lui imposer des garanties, en même temps que le rendre plus uniforme; 2° obtenir le concours des banques d'émission pour le placement des emprunts fédéraux. Il atteint le premier but par la taxe de 10 p. 100, qui plaçait les banques réfractaires à la loi dans une situation tout à fait inférieure aux autres. Il atteint le second but en obligeant les banques d'émission à échanger leur capital contre des titres de la dette fédérale.

Il atteignit son but sans diminuer réellement l'importance cependant ni des banques d'États, ni des *private bankers*. Ces derniers cessèrent d'exercer le droit d'émission; mais ils refusèrent de se soumettre à la législation nouvelle, de sorte qu'il y a aux États-Unis deux grandes catégories de banques, les banques qui usent du droit d'émission, les banques qui n'en usent pas. Les unes et les autres sont également prospères, comme l'attestent les chiffres que je vais produire. Bien entendu, les banques qui n'usent pas du droit d'émission sont affranchies des obligations de la loi de 1863 et de celles qui l'ont suivie; si ce sont des *state-banks*, elles suivent les conditions spéciales de leur charte d'incorporation ou la législation de l'État auquel elles appartiennent; si ce sont des banques privées, *private bankers*, elles sont régies par la législation commerciale ou civile de l'État où elles opèrent, quelques-unes, mais en fort petit nombre, sans se soumettre à la législation de 1863, ont gardé leur droit d'émission en payant la taxe de 10 p. 100.

Pour plus de clarté, je vais présenter le tableau statistique de la situation actuelle des banques aux États-Unis, sous deux paragraphes séparés; le premier comprendra les banques d'émission, régies par la législation nouvelle; ce sont les *national banks*, le second comprendra les *state banks* et les *private banks*, soumis à un régime différent. (Voir page 54.)

Ainsi les *national banks* sont au nombre de 2,269; ces banques disposent des ressources suivantes:

Capital	483,104,213 dollars.
Réserves	131,977,451 —
Dépôts	1,124,917,941 —
	<u>1,739,000,605 —</u>

Voici la progression qu'elles ont suivie depuis 1863.

ANNÉES.	NOMBRE.	CAPITAL.	DÉPÔTS.	CIRCULATION.	BONS FÉDÉRAUX.
		dollars.	dollars.	dollars.	dollars.
1863	66	7,190,000	8,500,000	45,000,000	5,560,000
1864	908	86,000,000	122,000,000	170,000,000	105,000,000
1865	1,513	393,000,000	500,000,000	280,000,000	420,000,000
1866	1,644	415,000,000	620,000,000	290,000,000	425,000,000
1870	1,767	458,000,000	600,000,000	335,000,000	400,000,000
1875	2,088	500,000,000	650,000,000	315,000,000	400,000,000
1880	2,090	475,000,000	880,000,000	320,000,000	400,000,000
1882	2,269	483,000,000	1,122,000,000	362,000,000	395,000,000

§ 1. — National banks.

Rapport du contrôleur de la circulation au 13 octobre 1882.

Oct. 3, 1882.	NOMBRE de banques.	CAPITAL.	RÉSERVE.	DÉPÔTS.		AVANCES et escomptes.	OR.	ARGENT.	Legal tenders and U. S. certificates of deposit.
				Individuels.	Divers.				
				dollars.	dollars.				
Maine	71	10,835,000	2,584,844	10,433,752	116,863	18,937,909	489,956	46,635	254,637
New-Hampshire	49	6,080,000	1,102,631	4,569,035	290,242	8,137,442	161,601	53,075	121,721
Vermont	46	7,786,000	1,796,953	5,955,461	23,498	12,186,775	195,492	43,178	232,373
Boston	53	50,450,000	11,431,366	68,061,218	53,873	111,413,119	6,451,179	263,316	3,202,655
Massachusetts, other	191	45,402,500	13,520,116	45,733,175	301,069	83,712,475	1,469,009	253,121	1,670,277
Rhode-Island	62	20,315,050	3,000,822	11,460,515	122,062	30,078,658	262,567	60,966	450,284
Connecticut	86	25,556,820	6,789,136	24,933,405	209,745	43,468,889	1,087,845	155,430	904,792
Total Division No 1	558	165,925,370	41,195,873	171,749,611	1,117,352	307,935,267	10,116,577	875,781	6,839,739
New-York City	50	51,650,000	21,314,109	325,268,904	552,479	239,150,374	43,004,181	1,519,703	18,926,390
Albany	7	1,800,000	1,400,000	6,890,888	59,756	8,786,455	521,968	22,883	698,631
New-York, other	251	34,150,567	8,351,627	77,774,532	572,822	87,441,955	2,326,690	434,257	3,541,161
New-Jersey	66	12,373,360	3,622,903	29,606,052	196,750	51,431,551	753,194	293,435	1,757,408
Philadelphia	32	17,358,000	8,436,403	61,850,484	250,546	61,282,838	6,066,862	490,324	4,947,732
Pittsburg	23	10,029,435	3,166,772	22,395,910	211,694	22,395,910	1,587,680	172,056	2,091,967
Pennsylvania, other	198	30,064,556	8,109,518	61,244,092	333,690	64,215,216	8,171,492	774,184	2,772,096
Total Division No 2	627	157,407,968	54,421,837	587,031,262	2,207,737	521,306,229	58,087,077	3,756,892	31,738,335
Delaware	14	1,743,955	542,197	4,121,901	42,223	4,002,965	126,272	34,765	191,591
Baltimore	17	11,490,380	2,613,424	18,441,730	113,767	26,311,022	1,338,769	133,813	1,732,895
Maryland, other	22	2,431,700	731,018	3,550,548		5,264,638	220,765	44,720	359,821
Washington	5	1,125,000	230,915	2,390,238	272	1,850,621	103,267	48,152	423,106
Dist. of Columbia, other	1	252,000	60,000	711,633		349,628	52,205	10,711	100,000
Virginia	21	3,263,060	1,070,000	10,293,486	456,102	10,444,317	485,438	169,785	629,172
West-Virginia	18	1,336,000	467,723	2,533,944		3,430,418	206,798	27,283	224,099
Total Division No 3	98	22,142,075	5,715,877	44,096,480	612,364	51,703,599	2,533,514	469,259	3,630,134
North-Carolina	15	2,501,000	474,956	2,889,789	190,840	4,738,012	139,035	87,893	222,433
South-Carolina	13	1,885,000	697,693	2,504,996	165,909	4,306,292	113,523	63,509	149,374
Georgia	12	2,281,000	514,973	2,751,995	82,609	4,711,006	204,835	113,330	269,291
Florida	2	100,000	10,742	400,979		291,726	12,115	12,032	43,000
Alabama	9	1,468,000	288,100	1,616,975	32,847	2,531,746	61,439	49,507	202,579
Mississippi	1	75,000	85	107,934		192,245	20,346	15,111	9,602
New-Orleans	7	2,875,000	985,000	8,010,003		8,728,134	362,162	205,696	814,274
Louisiana, other	1	100,000		42,646		100,684	1,043	15,973	4,333
Texas	21	1,940,000	474,581	5,487,068	309,712	5,601,882	227,017	268,470	507,720
Arkansas	2	305,000	64,000	742,517	74,207	74,207	28,320	19,140	43,230
Louisville	8	3,151,500	561,842	3,034,281	575,052	6,839,101	366,951	51,707	327,795
Kentucky, other	49	8,269,850	1,440,056	8,471,836	195,593	12,734,542	312,689	79,192	379,510
Tennessee	29	3,715,300	695,326	7,590,120	273,303	8,434,523	531,569	135,758	423,835
Total Division No 4	169	28,666,650	6,229,354	43,411,139	1,900,072	59,747,631	2,381,118	1,116,818	3,401,976
Cincinnati	11	8,100,000	931,500	13,969,642	735,000	19,923,286	446,563	46,907	2,824,249
Cleveland	6	4,200,000	710,000	7,942,932	373,803	10,289,970	344,226	33,173	1,269,000
Ohio, other	169	20,304,000	3,986,689	38,822,300	402,329	44,229,615	2,480,392	284,599	2,845,916
Indiana	94	13,323,500	3,297,773	24,942,872	633,311	27,585,400	1,417,681	222,921	2,160,251
Chicago	7	7,050,000	2,052,500	35,602,856	63,831	40,085,632	5,782,297	104,987	3,539,500
Illinois, other	138	11,939,600	3,793,784	34,160,176	720,125	33,082,137	2,223,672	219,672	1,953,610
Detroit	5	2,650,000	582,000	7,519,333	475,450	8,566,566	876,206	121,198	771,176
Michigan, other	80	8,205,000	2,014,677	18,719,422	29,248	21,258,682	1,165,761	10,263	915,352
Milwaukee	3	650,000	215,000	4,001,236	464,933	3,763,986	399,180	28,220	331,099
Wisconsin, other	38	2,935,000	681,177	9,723,179	66,000	9,420,341	586,980	78,891	447,459
Total Division No 5	554	79,367,100	18,245,110	195,404,068	4,014,036	218,155,514	15,716,954	1,841,241	16,997,612
Iowa	88	7,135,000	1,632,469	16,169,665	148,912	17,799,343	895,609	183,924	1,811,964
Minnesota	33	5,920,000	1,172,103	11,045,218	449,756	17,907,894	390,119	92,913	1,025,558
St-Louis	5	2,950,000	581,196	5,456,196	140,824	8,837,857	577,572	15,784	1,168,350
Missouri, other	20	2,030,000	425,819	4,151,973		4,052,979	205,517	96,646	315,512
Kansas	20	1,335,000	280,660	4,210,787	311,746	3,479,713	164,210	43,617	453,864
Nebraska	23	1,715,050	323,000	6,113,052	356,482	6,774,674	365,861	73,171	340,522
Total Division No 6	189	21,085,050	4,415,247	50,146,261	1,387,720	58,852,460	2,598,913	446,035	4,651,300
Colorado	19	1,440,000	564,000	10,338,335	175,265	6,888,304	408,542	93,201	857,593
Nevada	1	75,000	13,968	162,029		205,476	35,142	2,199	
San Francisco	1	1,500,000	191,347	1,948,630		3,065,421	734,700	18,440	1,052
California, other	10	1,800,000	324,848	5,484,887		4,624,783	900,122	57,766	9,402
Oregon	2	300,000	52,000	2,193,894	514,602	1,724,262	397,502	18,677	16,102
Total Division No 7	33	5,115,000	1,149,145	20,127,885	689,867	16,508,216	2,474,008	180,833	84,179
Arizona	1	100,000		211,171	45,653	114,198	40,153	8,882	24,500
Dakota	17	1,065,000	159,365	2,945,366	41,085	2,517,462	137,121	17,797	245,539
Idaho	1	100,000	30,000	274,320		132,034	7,180	2,221	37,855
Montana	7	655,000	73,500	3,039,674	160,892	2,790,832	101,822	19,181	264,500
New-Mexico	6	500,000	137,890	1,181,587	163,075	1,044,876	87,453	17,994	69,672
Utah	3	350,000	125,000	1,087,870	35,576	648,605	224,001	6,187	85,924
Washington Territory	2	200,000	31,750	581,272		756,257	50,747	2,904	12,021
Wyoming	4	425,000	78,000	1,184,514	19,779	890,507	81,851	3,620	72,881
Total Division No 8	41	3,395,000	605,505	10,505,977	516,460	8,894,271	729,523	73,789	762,892
Total for United States	2,269	483,104,213	131,977,451	1,132,472,683	12,445,258	1,243,203,220	94,587,628	8,270,151	71,956,267

§ 2. — State-banks and private bankers.

En ce qui concerne cette seconde catégorie de banques, les renseignements n'ont plus le caractère officiel. En général, M. Knox les comprend dans son compte rendu annuel; mais les résultats ne sont que partiels, ces banques n'étant pas placées sous son contrôle et n'étant pas tenues de lui envoyer des comptes rendus.

En 1863, il y avait aux États-Unis 1,466 banques d'États; 508 seulement se sou-mirent à la législation nouvelle; quant aux *private bankers*, on n'en connaissait pas le nombre.

Au 1^{er} mai 1880, le nombre des banques d'États s'élevait à 1,025 et celui des *private bankers* à 2,802.

Les banques d'États et les *private bankers* ont vu leurs ressources suivre le même mouvement de progression que les *banques nationales*.

State-banks and private bankers.

	1878. dollars.	1879. dollars.	1880. dollars.	1880. dollars.	1881. dollars.
Capital.	206,897,000	193,781,000	192,173,000	207,454,000	222,227,000
Dépôts.	483,426,000	407,861,000	469,124,000	597,981,000	739,319,000
	690	601	662	815	962,556,000

Ainsi les *national banks*, les *state-banks*, et les *private banks* possèdent :

	CAPITAL.	RÉSERVES.	DÉPÔTS.	TOTAL.
<i>National banks</i>	483	132	1,122	1,737
<i>State and private</i>	222	»	739	961
	705	132	1,861	2,698

§ 3. — Savings-banks.

Il est d'usage de comprendre, aux États-Unis, les caisses d'épargnes, *savings-banks*, dans le même compartiment que les banques, parce qu'elles sont, en effet, des banques, tant par l'importance de leurs dépôts que par la nature des placements qu'elles opèrent.

Ces *savings-banks* sont au nombre de 658, avec 3,802,000 dollars de capital et 959,678,000 dollars de dépôts; c'est donc 963,480,000 dollars à ajouter à l'ensemble ci-dessus.

Ainsi le capital réuni par les trois catégories de banques aux États-Unis représente :

Pour les <i>national banks</i>	1,739,000,000	dollars.
Pour les <i>state-banks and private</i>	962,556,000	—
Pour les <i>savings-banks</i>	959,678,000	—
	3,671,234,000	—

ou 19 milliards.

Dans un travail fait en 1881, avec des matériaux remontant à 1880, mais empruntés aux sources officielles, je n'avais trouvé que 17 milliards.

§ 4. — Circulation.

Cet immense capital est mis en mouvement par des instruments relativement importants. Voici quels étaient, en novembre dernier, les divers éléments de la circulation monétaire et fiduciaire aux États-Unis :

Or	566,000,000	dollars.
Argent.	282,000,000	—
Currency.	710,000,000	—

La circulation fiduciaire se décomposait ainsi :

<i>Legal tenders</i>	346,681,000	dollars.
<i>Banknotes</i>	362,725,000	—
	<u>709,406,000</u>	—

Il ne faut pas oublier que pour un mouvement bien moins considérable la circulation de la Banque de France est de plus de 2 milliards de francs.

Quant au concours que les banques prêtent au crédit public par l'emploi de leur capital en bons fédéraux, il est représenté par les chiffres suivants :

<i>National banks</i>	395,000,000	dollars.
<i>State-banks</i>	23,000,000	—
<i>Private bankers</i>	15,000,000	—
<i>Savings-banks</i>	242,000,000	—
	<u>675,000,000</u>	—

E. FOURNIER DE FLAIX.
